

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 37**14 janvier 2003****SOMMAIRE**

Aton Invest International Holding S.A., Luxembourg	1771	Immobilière Op der Hart II S.A., Bertrange	1769
Bamalite S.A., Luxembourg	1763	Immobilière Walebroch II S.A., Bertrange	1769
Belair Invest S.A., Luxembourg	1773	Immobilière Windhof II S.A., Bertrange	1771
Bolero International Holding S.A., Luxembourg ..	1730	J. Van Breda & Co., Luxembourg S.A., Luxembourg	1757
Boucherie Belle Etoile Tossenbergh S.A., Bertrange	1772	K.M.K. Agroinvest S.A., Luxembourg	1742
Bunadabanki Islands H.F., Reykjavik (Islande) ..	1732	Lifetime Immobilière S.A., Luxembourg	1742
Cactus Bazar S.A., Bertrange	1773	Luxpar-Ré S.A., Münsbach	1769
Centre Culturel Lusitania, A.s.b.l., Esch-sur-Alzette	1772	Luxpar-Ré S.A., Münsbach	1770
Cetus Investments, S.à r.l., Luxembourg	1764	Manhattan Securities S.A., Luxembourg	1745
Cheadlewood Holding S.A., Luxembourg	1771	Manhattan Securities S.A., Luxembourg	1745
Chemolux, S.à r.l., Foetz/Mondercange	1761	Mobilease S.A., Wasserbillig	1744
Civifin S.A., Luxembourg	1739	Mobilease S.A., Wasserbillig	1744
CMT- Associated Holdings S.A., Luxembourg	1771	Palazzo S.A.	1763
Comité des Premières du Lycée Michel Rodange ..	1774	Pfizer Luxembourg S.A., Strassen	1745
Entreprise Fernando Olivi, S.à r.l., Luxembourg ..	1730	Pfizer Warner Lambert Luxembourg, S.à r.l., Strassen	1760
F.G. Paper S.A., Luxembourg	1773	Rade, S.à r.l., Differdange	1757
Fidelity Investments Luxembourg S.A., Luxembourg	1737	Rade, S.à r.l., Differdange	1757
Fidelity Investments Luxembourg S.A., Luxembourg	1737	Ralf Schuh Raumaussstattung G.m.b.H., Niedervanven	1758
Fidelity Investments Luxembourg S.A., Luxembourg	1737	Reachim S.A., Münsbach	1775
Finpa S.A., Luxembourg	1763	Reachim S.A., Münsbach	1776
Finpa S.A., Luxembourg	1763	Renelux S.A., Münsbach	1743
FondsSelector SMR Sicav, Luxembourg-Strassen ..	1762	Renelux S.A., Münsbach	1744
FondsSelector SMR Sicav, Luxembourg-Strassen ..	1762	Sacnas Ré S.A., Münsbach	1737
G.P.S. S.A., Luxembourg	1744	Sacnas Ré S.A., Münsbach	1738
Geimer Décorations, S.à r.l., Foetz	1744	SOFREA, Société Française de Réassurance S.A., Münsbach	1747
Happy Greens S.A., Bourglinster	1761	SOFREA, Société Française de Réassurance S.A., Münsbach	1748
Immobilière Biereldeng II S.A., Bertrange	1764	Staring Capital GP Partners SCA, Luxembourg ..	1748
Immobilière Fraenzbach II S.A., Bertrange	1772	Supermarché Belle Etoile Tossenbergh S.A., Bertrange	1761
Immobilière Les Remparts S.A., Bertrange	1764	Tech-Immo S.A.	1762
Immobilière Mersch II S.A., Bertrange	1769	Tech-Immo S.A.	1762

BOLERO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 54.479.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration du 10 octobre 2002

- La société LOUV, S.à r.l., S.à r.l. de droit luxembourgeois, avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'Administrateur en remplacement de la société FINIM LIMITED, démissionnaire. Elle terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2007.

Certifié sincère et conforme

BOLERO INTERNATIONAL HOLDING S.A.

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 577, fol. 72, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91500/795/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

ENTREPRISE FERNANDO OLIVI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 274, route de Longwy.

STATUTS

L'an deux mille deux, le treize décembre.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage,

A comparu:

Monsieur Fernando Olivi, chauffeur-machiniste, demeurant à L-1940 Luxembourg, 274, route de Longwy.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er}. Raison sociale, objet, siège, durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de voirie et de pavage, de terrassement, d'excavation de terrains et de canalisation.

La société pourra faire toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 3. La société prend la dénomination de ENTREPRISE FERNANDO OLIVI, S.à r.l.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, apports, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non-gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, inventaires, répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé 5% pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2003.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Fernando Olivi, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à sept cent cinquante euros (EUR 750,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- La société est gérée par un gérant.
Pour une durée indéterminée, Monsieur Fernando Olivi, préqualifié, est nommé gérant de la société.
- 2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.
- 3.- Le siège social est établi à L-1940 Luxembourg, 274, route de Longwy.

Dont acte, fait et passé à Bascharge en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. Olivi, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 13 décembre 2002, vol. 426, fol. 58, case 7. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharge, le 16 décembre 2002.

A. Weber.

(91312/236/116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2002.

BUNADARBANKI ISLANDS H.F., Société Anonyme.

Registered office: Reykjavik (Islande) Austurstraeti 5.

Luxembourg Branch: Luxembourg, 85-91, route de Thionville.

STATUTES

List of authorized signatures - January 2003

The bank shall be legally bound by signature as follows:

- The Joint Chief Executives of BUNADARBANKI ISLANDS HF. jointly
- A Joint Chief Executive in conjunction with an A-signatory

Furthermore the bank shall be legally bound by power of procuration, issued by the Joint Chief Executives, by signature as follows:

- Two A-signatories jointly
- An A-signatory in conjunction with a B-signatory

Joint chief executives

S.- R. Sigurdsson / A. Tomasson

Joint Chief Executive of BUNADARBANKI ISLANDS HF / Joint Chief Executive of BUNADARBANKI ISLANDS HF

T. Thorsteinsson / O. Hartmann Christensen - A Signatories

Managing Director, Luxembourg Branch / Deputy General Manager, Luxembourg Branch

K. Dengler Jensen - B Signatory

Senior Dealer, Luxembourg

From the minutes of a meeting of the Board of Directors of BUNADARBANKI ISLANDS HF. on August 9, 2002:

«The Board of Directors of BUNADARBANKI ISLANDS HF agree to establish a branch of BUNADARBANKI ISLANDS HF. in Luxembourg for its treasury operations there with the aim of boosting those activities, and entrusts the Managing Board with the task of launching preparations for its establishment, among other things with an announcement to the Financial Supervisory Authority in Iceland and application to Luxembourg's Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) for a permit to set up such a branch.»

BUNADARBANKI ISLANDS HF

Signatures

ARTICLES OF ASSOCIATION

Section I. The Company's Name, Domicile and Object

Art. 1. The Company is a Public Limited Liability Company. Its name is BUNADARBANKI ISLANDS HF. The Company is established on the basis of Act No. 50/1997 respecting the Establishment of Public Limited Liability Companies for LANDSBANKI ISLANDS HF. and BUNADARBANKI ISLANDS HF., but operates in accordance With Act No. 113/1996 respecting Commercial Banks and Savings Banks, cf. also Act No. 2/1995 respecting Public Limited Liability Companies.

Art. 2. The Company's domicile is Austurstraeti 5, Reykjavik.

Art 3. The object of the Company is that of operating a commercial bank to undertake any kind of activity authorized under the Act respecting Commercial Banks and Savings Banks.

Section II. Share Capital

Art. 4. The Bank's share capital amounts to ISK 5,418,214,020.-

The share capital is divided into shares amounting to one ISK and multiplication thereof.

A shareholder' meeting may decide upon an increase of share capital, either by means of subscription to new shares or the issue of compensation shares.

A shareholder' meeting alone may decide upon a reduction of share capital.

The Bank's Board of Directors are authorized to raise the Bank's share capital by up to ISK 70,000,000.- by means of subscription to new shares. Shareholders in the Bank waive their priority right on account of the new shares in accordance with para. 1, Art. 34 of Act No. 2/1995 respecting Public Limited Companies, but grant the shareholders of the GILDING FJARFESTINGAFELAG EHF. (Investment Company) priority right to subscribe to the shares pro rata. The aforementioned authority by the Bank's Board of Directors for increasing the Bank's share capital will be cancelled after 36 months as of January 4th, 2002.

The Bank's Board of Directors are authorized to purchase own shares in the Bank or to take such shares as mortgage. The authority remains for 18 months as of March 2nd, 2002 and is limited to the total purchase and hypothecation of shares not exceeding 10% of the Bank's share capital at each given time. The purchase price of shares shall be a minimum of 10 % lower and a maximum of 10% higher than the rate at which the Bank's share capital has been offered in a general invitation to tender or the rate recorded at Verdbrefathing Islands hf. (The Icelandic Stock Exchange).

Art. 5. The Bank's share certificates shall be issued by the Bank's Board of Directors and all members thereof shall affix their names thereunder. Names may be written in a mechanical manner. A single share may be issued in respect of the entire share capital of each shareholder. Shareholders can have their share capital divided into other units if they so desire.

Share certificates shall be consecutively numbered. These shall be in the name of each owner. The following shall be specified in a share certificate:

1. Name, identity number and domicile.
2. Number and amount of share.
3. Date of issue of the share certificate.
4. Restrictions imposed on shareholders' authority for the handling of their share certificates.
5. Authority for the Bank's Board of Directors to invalidate share certificates without judgment.
6. Reservation, to the effect that following upon the issue thereof lawful decisions may alter shareholders' position in Law.

The Bank's Board of Directors are authorized to issue share certificates in an electronic manner in a securities' clearing house in conformity with Act No 131/1998 on Electronic Registration of Securities. Electronic share certificates replace certificates which have previously been issued and which shall thereupon be invalidated in accordance with authority contained in the selfsame Act. A transcription from a securities clearing house concerning the ownership of shares in the Company will be considered to constitute satisfactory basis for a record of shares.

Art. 6. The Bank's Board of Directors shall keep a record of shares in conformity with Laws and therein the following shall be specified:

1. The date of issue of share certificates.
2. The nominal value and number of each share certificate.
3. To whom the share certificate was issued as well as subsequent changes of ownership. The name, address and identity number of the shareholder. A mention shall furthermore be made of changes of ownership and date of recording.
4. Alterations which may occur in dealings between the Bank and the owner of the certificate, such as if the certificate is lost.

The record of shares shall be kept at the Bank's office and all shareholders have access thereto and may acquaint themselves with the contents thereof.

Vis-à-vis the Bank the record of shares shall be deemed to constitute fully valid evidence of the right of ownership of shares and compensation shares, calls four meetings and all notifications shall be sent to the party who is at each given time the registered owner of the share certificates concerned in the record of shares. Dividend shall be paid to those who are registered in the record of shares at an Annual General Meeting; unless the Company receive a notice to the effect that dividend has been assigned at the time endorsement of a share certificate was undertaken. The Bank will not be responsible if payments or notifications go astray in transit due to the fact that it has been neglected to notify the Bank about changes in ownership or residence.

Art. 7. In case a share certificate be lost or destroyed the Bank's Board of Directors may cancel all rights under the share certificate and issue a new certificate to its owner following upon the publication of a challenge in a «Legal Gazette», cf. the provisions of the Public Limited Liability Companies Act.

In case a share certificate sustains damage, but the certificate's number or subject will not be mistaken, the owner may obtain issue of a new share certificate to replace it, provided that he return the damaged certificate and pay the costs of the issue of the new certificate.

Art. 8. Shares in the Bank may be sold and hypothecated, unless alternative stipulations be contained in Laws.

Notification of change in ownership of a share certificate, irrespective of whether this occurs through sale, gift, inheritance, administration of estate or execution, shall at all times be given to the Bank's office as soon as this is undertaken and the record of shareholders shall then be amended in conformity therewith.

A person acquiring a share certificate in the Bank cannot exert his/her rights in the capacity of shareholder unless his/her name has been entered in the record of shares or he/she has given notice of and produced evidence of his/her ownership of the share.

Endorsements of shares shall at all times be inscribed in the share certificates.

Vis-à-vis the Bank the record of shares shall be considered fully valid evidence of the right of ownership of shares and dividend at each given time as well as compensation shares, calls to meetings and all notifications shall be sent to the party who is on each given occasion recorded owner of the share certificates concerned in the record of shareholders.

The Bank is in no way responsible in case payments or notices go astray in transit due to the fact that it has been neglected to notify the Bank about changes in ownership or residence.

The provisions of para. 1 - 5 shall be printed on each share certificate.

Art. 9. No privileges attach to any shares in the Bank. Shareholders are not in duty bound to be subject to redemption of their shares.

Art. 10. Each shareholder is in duty bound, without special undertaking, to abide by the Articles of Association as these are at present or may later be amended in a lawful manner.

Shareholders are not responsible for the Bank's obligations in excess of their share.

Section III. Shareholders' Meetings

Art. 11. A shareholders' meeting wields supreme power in the affairs of the Bank.

Shareholders, their representatives and advisors, the Auditor and the Bank's Board of Managing Directors are entitled to attend shareholders' meetings.

A shareholder may let a representative attend a shareholders' meeting on his behalf. A representative shall submit a dated Power of Attorney in writing.

A shareholder is entitled to attend a meeting along with an advisor. An advisor has neither the freedom of speech, the right to move nor the right to vote at shareholders' meetings.

The Bank's Auditor and Board of Managing Directors have complete freedom of speech and the right to move at shareholders' meetings although they be not shareholders.

The Bank's Board of Directors are authorized to invite specialists to attend individual meetings if their opinion or assistance need be sought.

Art. 12. An Annual General Meeting shall be held before the end of April each year.

An Annual General Meeting shall be called by means of an announcement published on the air and in the daily press or in another verifiable manner at a minimum advance notice of a week and a maximum advance notice of four weeks.

The agenda shall be mentioned in the call to the meeting.

An Annual General Meeting is lawful if it is legally called and irrespective of the number of attendants.

Art. 13. The following matters shall be taken for despatch at an Annual General Meeting:

1. A report by the Bank's Board of Directors on the Bank's activities during the immediate past operational year.
2. Annual accounts for the immediate past operational year along with the Auditor's report submitted for confirmation.
3. Decision on the payment of dividend and the handling of profit or loss during the immediate past fiscal year.
4. Motions for amendments to the Articles of Association, if any have been received.
5. Election of the Bank's Board of Directors.
6. Election of an Auditor.
7. Decision on remuneration to members of the Bank's Board of Directors for the next electoral term.
8. Other matters.

The implementation of the election of the Bank's Board of Directors will be in accordance with the provisions of the Act respecting Public Limited Liability Companies, currently Article 63 of Act No. 2/1995.

Art. 14. Extraordinary meetings shall be held when the Bank's Board of Directors deem this necessary, in accordance with a resolution of a meeting, or if the elected Auditor or shareholders controlling a minimum of a tenth of the share capital so require in writing and specify the agenda, but an extraordinary meeting shall then be called within 14 days as of the time the requirement was received by the Bank's Board of Directors.

An extraordinary meeting shall be called at a minimum advance notice of a week and a maximum advance notice of four weeks. In case all shareholders or their representatives be present they may grant an exemption from this provision. Extraordinary meetings shall be called by means of an announcement published on the air and in the daily press or in another verifiable manner. The legality of the extraordinary meetings shall be subject to the same rules as apply to the legality of an Annual General Meeting, cf. para. 3. Article 12.

Art. 15. Each shareholder is entitled to have a specific matter taken for consideration at a shareholders' meeting if he files a requirement in writing relating thereto to the Bank's Board of Directors at sufficiently long advance notice to render it possible to adopt the matter to the agenda of the meeting in accordance with the present Articles of Association.

A call to a meeting shall specify the matters to be taken for consideration at a shareholders' meeting. At least a week in advance of a shareholders' meeting the agenda, final motions, as well as annual accounts and the Auditor's report in case of an Annual General Meeting, shall be submitted on view for shareholders at the Bank's offices.

Matters which have not been specified in the agenda cannot be taken for resolution, at a shareholders' meeting unless approved by all the shareholders, but these may be subjected to resolution for the guidance of the Bank's Board of Directors. Although a matter has not been mentioned in an agenda this will not prevent a decision to call an extraordinary meeting to deal with the matter and in addition thereto an Annual General Meeting may at all times despatch matters which it is obligatory to take for consideration in accordance with Laws or Articles of Association.

Lawfully submitted supplementary and amendment motions may be submitted at the meeting proper although these have not been available on view for shareholders.

Art. 16. The Chairman of the Bank's Board of Directors or an elected Chairman will direct shareholders' meetings and the election of a Secretary to the meeting. The Chairman of the meeting will at the outset thereof investigate wheth-

er it has been lawfully called and also whether a meeting be lawful in other respects and will declare as to whether this be so. He directs all debates and the casting of votes.

When a meeting has been opened a list shall be prepared of shareholders and shareholders' representatives attending in order that it be clear how many shares and votes each of them controls. This list shall be used until a shareholders' meeting may amend it.

Art. 17. The Secretary to the meeting keeps a Record of Minutes. Therein shall be entered the decisions of a shareholders' meeting along with the conclusions of the casting of votes. A list of shareholders present and their representatives shall be entered in the Record of Minutes or be attached thereto. Minutes shall be read aloud before the end of a meeting and comments, if any, shall be entered therein. The Chairman and Secretary of the meeting shall sign the Record of Minutes.

At the latest fourteen days following upon a shareholders' meeting shareholders shall have access to the Record of Minutes or a certified transcription of Minutes at the Bank's offices. The Record of Minutes shall be preserved in a secure manner.

Recorded Minutes shall constitute complete evidence of that which has occurred at meetings.

Art. 18. At shareholders' meetings one vote will attach to each ISK of share capital.

The plurality of votes will decide issues at shareholders' meetings, unless alternative instructions be contained in the present Articles of Association or national Laws. In case of even votes upon elections lots will be drawn to decide the issue. Votes shall be cast by written ballot if any voting attendant at the meeting so requires.

The approval of all shareholders is required for the following purposes:

1. To obligate shareholders to contribute funds and other items for the needs of the Company in excess of their obligations.
2. To obligate shareholders to be subject to redemption of their shares in part or in full in excess of that which is instructed in the national Laws, unless the Bank be dissolved or the share capital be lawfully reduced.
3. To alter the Company's object to a considerable extent.
4. To amend the provisions of the Articles of Association relating to the right to vote or equality between shareholders.

Section IV. The Bank's Board of Directors

Art. 19. The Company's Board of Directors, who according to the present Articles of Association and the Act respecting Commercial Banks and Savings Banks, are named the Bank's Board of Directors; shall consist of five persons elected at an Annual General Meeting for one year at a time. Five Alternates shall also be elected. Qualifications of members of the Bank's Board of Directors will be in accordance with Laws. Elections to the Bank's Board of Directors shall at all times be by written ballot if proposals are submitted for more persons than shall be elected.

The Bank's Board of Directors will elect a Chairman from the group of Directors and will in other respects delegate duties among themselves.

Art. 20. The Chairman will call meetings of the Bank's Board of Directors and will direct these. Meetings shall be held at any time he considers this necessary. The Chairman is also in duty bound to call a meeting of the Bank's Board of Directors upon the requirement of one Board Member or Managing Director. Meetings of the Bank's Board of Directors shall be called at a minimum advance notice of 24 hours. Meetings of the Bank's Board of Directors are qualified to pass resolutions if the majority of Board members or their Alternates is in attendance. The plurality of votes decides issues upon the despatch of a matter. In case of even votes the Chairman's vote will decide the issue.

The Bank's Board of Directors shall keep a Record of Minutes on that which occurs at Board meetings and confirm it by means of their signatures.

Art. 21. The Bank's Board of Directors have superior control of the Bank's activities in conformity with the Laws applying thereto, rules and resolutions and supervise the Bank's operations. The Bank's Board of Directors undertake i.a. the following tasks:

1. To engage Managing Directors, determine their wages and terms of engagement and lay down letters of instructions for them. Also to confirm the engagement of a Deputy Managing Director in accordance with the proposal of the Board of Managing Directors.
2. To engage an Audit Department Manager who will be responsible vis-à-vis the Bank's Board of Directors, determine his terms of engagement and lay down letters of instructions for him.
3. To confirm proposals of the Board of Managing Directors concerning the principal sectors of the Bank's administrative organization.
4. To formulate a policy for interest and tariff affairs and lay down general rules relating to the granting of credit and guarantees after having obtained a statement from the Board of Managing Directors.
5. After having received a proposal from the Board of Managing Directors to lay down guidelines relating to the annual granting of information to the Bank's Board of Directors relating to credit and guarantees granted to individuals and legal persons who do, directly or indirectly on account of holding or in another manner, considerably influence the Bank's arrangements or are subject to the control of individuals or legal persons having such influence.
6. To render a decision on the depreciation of credit. The Bank's Board of Directors are authorized to charge Managing Directors with undertaking the depreciation of credit in accordance with rules laid down by the Banks Board of Directors.
7. To decide upon the personnel authorized to bind the Bank and lay down rules relating thereto.
8. To determine who shall take a seat on behalf of the Bank on the Board of Directors of an establishment or a business concern.

9. To submit a proposal to an Annual General Meeting concerning the appropriation of net revenue in accordance with the annual accounts.

10. To render a decision on the establishment or abolition of a Branch.

11. To render a decision on the construction, purchase and sale and hypothecation of the Bank's real estate.

12. To decide upon the purchase and sale of share certificates and other shares in Companies or establishments to which the Bank is a party.

13. To render a decision on the merging with other Commercial Banks or Savings Banks, cf. Article 72 and 74 of Act No. 113/1996.

14. To undertake such other tasks with which the Bank is charged in accordance with the Act respecting Commercial Banks and Savings Banks or other Acts or which the Board of Managing Directors submit to the Bank's Board of Directors.

The proposals of the Board of Managing Directors shall be sought prior to a decision being made in accordance with clauses 6 - 13.

Art. 22. The Bank's Board of Managing Directors consists of two Managing Directors.

Managing Directors are engaged in accordance with clause 1, Article 21. They undertake tasks with which they are charged in accordance with a letter of instructions.

The Bank's Board of Directors will determine the detailing of duties of the Managing Directors after having received a proposal from the Board of Managing Directors.

The Bank's Board of Managing Directors are responsible for the daily operations of the Bank and undertake a power of decision on its entire affairs which are not entrusted to others in Laws, Regulations or Articles. They shall see to it that the operation of the Bank be in conformity with Laws, Regulations or Articles and the decisions of the Bank's Board of Directors.

The Managing Directors attend meetings of the Bank's Board of Directors, unless the latter make an alternative decision. The Board of Managing Directors will hold regular meetings and will keep a Record of Minutes.

The Managing Directors shall meet all the conditions of qualifications stipulated by the Act respecting Commercial Banks and Savings Banks and the Act respecting Public Limited Liability Companies at each given time.

Section V. Accounts and Auditing

Art. 23. At an Annual Meeting there shall be elected for the Bank a State Authorized Public Accountant or an Audit Office for a year at a time. An Auditor shall study the Bank's accounts and all accounting documents for each operational year and he shall have access to the Bank's entire books and documents for that purpose.

An Auditor shall meet all the conditions of qualifications provided for in Laws at each given time.

Art. 24. The Bank's operational and fiscal year is the calendar year. The Bank's Board of Directors and Board of Managing Directors will every year prepare annual accounts and an annual report. The annual accounts and the annual report form an entity.

The annual accounts shall be prepared in accordance with Laws, rules and good accounting practice, both as it pertains to assessment of the various items, layout, specification, explanatory notes and the titles of items.

Art. 25. The Auditor shall audit the Bank's annual accounts in conformity with Laws and good accounting practice. Upon completion of audit the Auditor shall sign the annual accounts and the endorsement shall accompany the annual accounts as his report. The annual accounts and the audit report shall be available for at least a week prior to the Annual General Meeting on view for shareholders.

Section VI. Other Provisions

Art. 26. It is not permissible to determine that shareholders of the Bank enjoy more favourable terms than its other customers in dealings with the Bank which will be traced directly to the holdings of the shareholders concerned.

Art. 27. The present Articles of Association may be amended at a lawful Annual General Meeting or an extraordinary meeting, provided that the amendment be approved by a minimum of two-third of the votes cast as well as by shareholders controlling a minimum of two-third of the share capital represented by voters at the meeting and provided that an alternative number of votes be not stipulated in the Bank's Articles of Association or the national Laws.

Motions concerning amendments to the Articles of Association shall be mentioned in the call to a meeting.

Art. 28. Dissolution or merging with other establishments shall be proceeded with in accordance with the provisions of the Act respecting Commercial Banks and Savings Banks, the provisions of the Act respecting public Limited Liability Companies and other Acts as applicable.

Art. 29. Where the provisions of the present Articles of Association do not stipulate proposed proceedings these shall be in accordance with the Act respecting Conaaxercial Banks and Savings Banks, the Act respecting Public Limited Liability Companies and the provisions of the Act respecting Annual Accounts as well as other provisions of Laws which may be appropriate.

Reykjavik March 2nd, 2002.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 88, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91448/999/294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2002.

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.
R. C. Luxembourg B 29.112.

Extract of the Resolutions of the Annual General Shareholders Meeting held on 8 October 2002

The Meeting resolved:

- To elect six (6) Directors, specifically to re-elect:

Mr Thomas Balk,
Mr Martin Cambridge,
Ms Emmanuelle Entringer,
Mr Claude Hellers,
Mr Andrew Steward,
Mr Marc Wathelet.

All such Directors were elected to serve until the next Annual General Meeting and until their successors have been elected.

- To elect Mr Jean Hamilius as a Director of the Company for the period from 1 July 2002 to 18 September 2002.

Luxembourg, 8 October 2002.

E. Entringer / N. Philipps

Chairman / Secretary

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 100, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91588/711/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.
R. C. Luxembourg B 29.112.

Le bilan au 30 juin 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 100, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.

Signature

(91589/711/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.
R. C. Luxembourg B 29.112.

*Extract of the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of the Company,
held at the registered office of the Company on 18 September 2002 at 11.00 a.m.*

Appointment of Auditors

After due consideration, it was resolved that PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. be reappointed as auditors of the Company for one year ending at the Annual General Shareholders Meeting in 2003.

Luxembourg, 8 October 2002.

E. Entringer / N. Philipps

Director / Company Secretary

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 100, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91590/711/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

SACNAS RE, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.
R. C. Luxembourg B 49.516.

L'an deux mille deux, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SACNAS RE S.A., ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 avril 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 396 du 23 juillet 1997,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 juin 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 623 du 18 août 1999,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, section B sous le numéro 49.516.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.25 heures sous la présidence de Claude Stiennon, directeur général, demeurant à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Valérie Coquille, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Nathalie Krachmanian, Assistant Vice-President Legal Department, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Transfert du siège social de la société au 6, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Münsbach, commune de Schuttrange avec effet au 25 novembre 2002.

2.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

3.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société vers L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, avec effet au 25 novembre 2002.

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 11.30 heures.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à 750,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Stiennon, V. Coquille, N. Krachmanian, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2002, vol. 137S, fol. 12, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 16 décembre 2002.

P. Decker.

(91637/206/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

SACNAS RE, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 49.516.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 16 décembre 2002.

Pour la société

P. Decker

Le notaire

(91638/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CIVIFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

STATUTS

L'an deux mille deux, le six décembre.

Par-devant Maître André Jean Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) La société de droit suisse CHEPHA VERWALTUNGS AG, avec siège social à CH-6900 LUGANO, 1, via Degli Amadio,

représentée aux fins des présentes par Monsieur Claude Geiben, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve,
aux fins d'une procuration donnée à Lugano, le 26 septembre 2002.

2) Mademoiselle Gabriele Schneider, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: CIVIFIN S.A., société anonyme.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, et d'après les conditions et modalités prévues à l'article quatorze des présents statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Le siège pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des associés et des obligataires.

Art. 4. La Société a pour objet d'effectuer tant par elle-même que par l'intermédiaire des entreprises dépendantes toutes opérations et activités se rattachant dans le sens le plus large au commerce, à la commercialisation ainsi qu'à l'exploitation de patrimoines immobiliers, de même que la prestation de services dans ces domaines, ainsi que les prestations de services y connexes ou annexes, notamment la consultation logistique dans l'usage d'infrastructures et l'usage des services, ainsi que toutes prestations dans le domaine de l'intermédiation immobilière, ainsi que la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Rentrent dans cet objet social l'acquisition de brevets, de marques de fabrique et de tous autres droits de propriété industrielle, de procédés de fabrication et de savoir faire, brevetés ou autrement protégés ou non, et la concession de licences, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services notamment de conseil tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations de nature à favoriser l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), représenté par mille deux cent quatre-vingts (1.280) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les actions sont émises sous la forme nominative.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Les actions sont librement transmissibles pour cause de mort, en faveur des descendants ou ascendants en ligne directe, des frères et soeurs des actionnaires.

Les actions sont librement cessibles en faveur de sociétés ou autres entités contrôlées par les actionnaires existants.

Si un actionnaire a l'intention de transférer, par acte entre vifs, tout ou une partie de ses actions à des personnes autres que celles indiquées dans l'alinéa qui précède ou à des tiers, les actionnaires existants ont un droit de préemption proportionnel à leur part dans le capital.

L'offre de préemption contenant l'indication du nombre de titres cédés, du nom du tiers acheteur, du prix, ainsi que des modalités de paiement, doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au conseil d'administration qui en informera les actionnaires existants.

L'offre pourra être valablement retirée avant que soit entamée la procédure de nomination du collège d'experts comme il est dit à l'alinéa 8.

Les actionnaires intéressés par l'achat doivent signaler leur intention par lettre recommandée avec accusé de réception au conseil d'administration au plus tard dans les 60 jours à partir de la réception de l'offre de vente. Le conseil d'administration en informera les vendeurs.

Les actionnaires intéressés par l'achat peuvent accepter le prix indiqué dans l'offre ou bien déclarer qu'ils entendent entamer la procédure de détermination du prix par un collège d'experts.

Dans ce dernier cas, le prix est déterminé par un collège d'experts composé de trois membres, dont un membre est nommé par la partie intéressée à la vente dans un délai de 15 jours à partir de l'exercice du droit de préemption, tandis que l'autre membre est nommé, dans les 15 jours suivant la nomination du premier expert par l'actionnaire intéressé ou, conjointement par les actionnaires intéressés à l'achat. Le troisième membre, qui a la fonction de président du collège d'experts, est désigné par les deux experts déjà nommés dans les 15 jours à partir de la nomination du deuxième expert. Au cas où l'une des parties ne procédera pas à la nomination d'un expert ainsi qu'en cas de désaccord sur la nomination du troisième expert, celui-ci est nommé par le président du tribunal d'arrondissement comme il est prévu par le Nouveau code de procédure civile en matière d'arbitrage.

Le collège d'experts détermine le juste prix des actions, objet de la vente, à la date de l'exercice du droit de préemption sur base de tous les éléments que les parties auront droit de lui soumettre ainsi que sur base des principes et règles comptables internationaux généralement reconnus en matière de détermination de la valeur d'actions, en prenant en considération les bénéfices réalisés pendant les trois dernières années.

Le collège d'experts rend son évaluation au plus tard dans les 90 jours à partir de la nomination du troisième expert.

L'évaluation lie définitivement les parties sans qu'un recours en appel ne soit possible.

Tous les frais du collège et de procédure sont pour moitié à charge du vendeur et pour moitié à charge de l'acquéreur ou des acquéreurs proportionnellement aux actions achetées.

Le paiement du prix a lieu au moment de la cession des actions.

Si les actionnaires existants n'ont pas exercé le droit de préemption dans les délais établis ci-dessus, l'actionnaire intéressé à la vente a le droit de vendre les actions au tiers indiqué et aux conditions communiquées au conseil d'administration conformément aux dispositions ci-dessus.

Si le droit de préemption est exercé par plus d'un actionnaire, il sera considéré exercé, sauf accord contraire des parties, par les actionnaires acquéreurs proportionnellement au nombre de leurs actions et aux droits dont chaque actionnaire est titulaire, sous condition bien entendu que toutes les actions soient achetées.

Les actionnaires qui ont préempté peuvent déclarer leur disposition à se porter acquéreurs des actions non préemptées dans la proportion des actions qu'ils détiennent.

Les dispositions du présent article concernant la vente des actions sont applicables à la constitution et à la cession des droits réels de jouissance et de garantie, ainsi qu'aux droits préférentiels.

Art. 7. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

Art. 9. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 11. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Art. 13. Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 14. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juin à 16.00 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

L'assemblée générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues dans les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 16. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2002.
- 2) La première assemblée générale annuelle se réunit en 2003.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:	EUR
1. CHEPHA VERWALTUNGS AG, préqualifiée, 1.279 actions	31.975,-
2. Mademoiselle Gabriele Schneider, préqualifiée, 1 action	25,-
Total: 1.280 actions	32.000,-

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées en totalité de leur valeur nominale par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cent dix euros (EUR 1.510,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes ès-qualités qu'elles agissent, représentant l'intégralité du capital social se sont réunies en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et, à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Gabriele Bravi, administrateur de sociétés, demeurant à Altamira Suites, apto. 16F, Los Palos Grandes, Caracas, Venezuela,

b) Monsieur Filippo Dollfus, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à CH-6900 Lugano, Via degli Amadio, 1,

c) Madame Gabriele Schneider, directrice adjointe de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

Monsieur Pierre Schmit, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2008.

Quatrième résolution

Le siège social est établi à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes celles-ci, par leurs mandataires, ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Geiben, G. Schneider, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 137S, fol. 36, case 5. – Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2002.

A. Schwachtgen.

(91314/230/206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2002.

K.M.K. AGROINVEST S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

H. R. Luxemburg B 70.715.

*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung
vom Freitag, den 13. Dezember 2002, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1) Der amtierende Verwaltungsrat wird mit sofortiger Wirkung abberufen; ihm wird volle Entlastung erteilt.

2) Der amtierende Aufsichtskommissar LUXEMBOURG CONSULTING GROUP S.A. wird mit sofortiger Wirkung abberufen; ihm wird volle Entlastung erteilt.

3) Die Versammlung ernennt zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern:

Herrn Hermann-Josef Dupré, Rechtsanwalt, Luxemburg, als Vorsitzender des Verwaltungsrates;

Herrn Götz Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg;

Frau Silvia Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg.

Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrates endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2008.

4) Die Versammlung ernennt zu neuem Aufsichtskommissar:

LCG INTERNATIONAL A.G., 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Das Mandat des Aufsichtskommissars endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2008.

Luxembourg, den 13. Dezember 2002.

Die Versammlung

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 98, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91663/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

LIFETIME IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 32.259.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 577, fol. 77, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

LIFETIME IMMOBILIERE S.A.

Signature

(91709/567/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

RENELUX, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.
R. C. Luxembourg B 28.579.

L'an deux mille deux, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme RENELUX établie et ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit de résidence à Mersch en date du 8 août 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 289 du 29 octobre 1988,

modifié par un acte du même notaire Gérard Lecuit en date du 6 novembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 117 du 10 avril 1990,

modifié par un acte du notaire instrumentant en date du 28 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 205 du 8 mai 1995,

modifié par un acte du notaire instrumentaire en date du 18 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 459 du 17 septembre 1996,

modifié par un acte du notaire instrumentant en date du 15 septembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 695 du 11 décembre 1997,

modifié par un acte du notaire instrumentant en date du 17 avril 1999 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 479 du 24 juin 1999,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, section B sous le numéro 28.579.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.20 heures sous la présidence de Claude Stiennon, directeur général, demeurant à Luxembourg.

Le président nomme secrétaire Valérie Coquille, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Nathalie Krachmanian, Assistant Vice-President Legal Department, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Ratification de la cooptation de Monsieur Thierry Lopez.

2.- Transfert du siège social de la société au 6, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Münsbach, commune de Schuttrange avec effet au 25 novembre 2002.

3.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

4.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale ratifie la cooptation de Monsieur Thierry Lopez, fondé de pouvoir principal, demeurant à B-6717 Attert, 3, rue Louchert.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société vers L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, avec effet au 25 novembre 2002.

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 11.25 heures.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ 900,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Stiennon, V. Coquille, N. Krachmanian, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 2002, vol. 15CS, fol. 24, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2002.

P. Decker.

(91635/206/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

RENELUX, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.
R. C. Luxembourg B 28.579.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 16 décembre 2002.

Pour la société

P. Decker

Le notaire

(91636/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

G.P.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 9, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 70.425.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2002, vol. 577, fol. 93, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

(91664/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

GEIMER DECORATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 28.640.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2002, vol. 577, fol. 93, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

(91665/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

MOBILEASE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74-74A, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 86.088.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 89, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2002.

Signature.

(91666/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

MOBILEASE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74-74A, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 86.088.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 89, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2002.

Signature.

(91667/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

MANHATTAN SECURITIES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 76.015.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 577, fol. 77, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

MANHATTAN SECURITIES HSA

Signature

(91700/567/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

MANHATTAN SECURITIES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 76.015.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 577, fol. 77, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

MANHATTAN SECURITIES HSA

Signature

(91701/567/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

PFIZER LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 84.125.

In the year two thousand two, on the sixth of December.

Before Us Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of PFIZER LUXEMBOURG S.A., having its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on the 3rd of October 2001, published in the Mémorial C, number 302 of February 22, 2002.

The articles of association having been amended by several deeds of the undersigned notary, and for the last time on the 7th October 2002, not yet published in the Mémorial Recueil C.

The meeting is opened by Mr Alain Steichen, attorney-at-law, residing in Luxembourg, being in the chair, who appoints as secretary of the meeting Ms Ruth Niland, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Ms Isabelle Claude, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I.- The agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of paragraph 1 of Article 2 of the Corporation's by-laws to read:

«The registered office of the corporation is established in Strassen.»

2. Establishment of the registered office of the Corporation at 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

II. - There has been established an attendance list, showing the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them, which list after having been signed by the shareholders or their proxies, by the members of the Bureau of the meeting and by the undersigned notary, will be registered with this deed.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the Bureau of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to this minute.

III. - It appears from the attendance list, that all the shares are present or represented at the meeting. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

IV. - After deliberation, the following resolutions were unanimously taken:

First resolution

The meeting resolves to amend paragraph 1 of Article 2 of the Corporation's by-laws to read:

«The registered office of the corporation is established in Strassen.»

Second resolution

The meeting resolves to establish the registered office of the Corporation at 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

Costs

The costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at five hundred euros (EUR 500.-).

There being no further items on this agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le six décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est tenue une Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de PFIZER LUXEMBOURG S.A., avec siège social au 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 3 octobre 2001, publié au Mémorial C, numéro 302 du 22 février 2002.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises, et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 7 octobre 2002, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M^e Alain Steichen, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Ruth Niland, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M^e Isabelle Claude, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président a requis le notaire soussigné d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts dont la teneur sera la suivante:

Le siège de la société est établi à Strassen.

2. Fixation du siège social de la Société à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

II. - Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'Actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par les membres du Bureau et par le notaire instrumentaire, sera enregistrée avec le présent acte.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du Bureau et le notaire instrumentaire.

III. - Il résulte de la liste de présence que toutes les Actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. - Après délibération, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts dont la teneur sera la suivante:

«Le siège de la société est établi à Strassen».

Deuxième résolution

L'assemblée décide de fixer le siège social à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

Coûts

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte, sont évalués à cinq cents Euros (500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Steichen, R. Niland, I. Claude, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2002, vol. 137S, fol. 34, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 décembre 2002.

P. Bettingen.

(91649/202/93) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

SOFREA, SOCIETE FRANÇAISE DE REASSURANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 26.659.

L'an deux mille deux, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg -Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOCIETE FRANÇAISE DE REASSURANCE en abrégé SOFREA établie et ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5 place de la Gare, constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit de résidence à Mersch en date du 18 septembre 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 384 du 30 décembre 1987,

modifiée suivant acte reçu par le même notaire Gérard Lecuit en date du 5 décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 185 du 7 juin 1990,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 mars 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 300 du 30 juin 1995,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 5 mars 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 419 du 7 juin 1999,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 26.659.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.05 heures sous la présidence de Claude Stiennon, directeur général, demeurant à Luxembourg.

Le président nomme secrétaire Nathalie Krachmanian, assistant Vice-President Legal Department, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Valérie Coquille, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Acceptation de la démission de Monsieur Roland Frère.

2.- Transfert du siège social de la société au 6, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Münsbach, commune de Schuttrange avec effet au 25 novembre 2002.

3.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra établir des succursales ou bureaux aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

4.- Divers.

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III: Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Roland Frère de ses fonctions d'administrateur.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société vers L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, avec effet au 25 novembre 2002.

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra établir des succursales ou bureaux aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 11.10 heures.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ 900,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Stiennon, N. Krachmanian, V. Coquille, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 2002, vol. 15CS, fol. 24, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2002.

P. Decker.

(91647/206/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

SOFREA, SOCIETE FRANÇAISE DE REASSURANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 26.659.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour la société

P. Decker

Notaire

(91648/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

STARING CAPITAL GP PARTNERS SCA, Société en Commandite par Actions.

Registered office: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.

STATUTES

In the year two thousand two, on the third of December.

Before Us Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. The company STARING CAPITAL GP, S.à r.l., having its registered office in L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary of this day, here represented by Mr Marc Seimetz, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on December 2nd, 2002.

(hereinafter the «General Partner»);

2. The company NATIONALE NEDERLANDEN INTERVEST XII B.V., having its registered office at Schenkkade 65, P.O. Box 90463, 2509 LL The Hague, The Netherlands, here represented by Mr Marc Seimetz, previously named, by virtue of a proxy given in The Hague, on December 2nd, 2002.

3. The company STARWOOD CAPITAL UK, S.à r.l., having its registered office at 398 route d'Esch, L-1471 Luxembourg, here represented by Mr Marc Seimetz, previously named, by virtue of a proxy given in Greenwich, Connecticut, USA, on November 27, 2002;

The parties under 2 and 3 hereinafter referred to as the «Limited Partner» or the «Limited Partners».

Hereinafter the Limited Partners and the General Partner will be referred to individually as a 'Shareholder' and collectively as the 'Shareholders'.

Such proxies, after signature ne varietur by the proxy holder(s) of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the Articles of Association of a 'Société en commandite par actions' which they form between themselves.

Art. 1. Denomination and form.

There is hereby established between the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of STARING CAPITAL GP PARTNERS SCA (herein the 'Company'). All documents drafted by the Company and destined to third parties, such as letters, invoices or publications, must bear the registered name of the Company followed by 'société en commandite par actions', the address of the registered office of the Company and the initials 'R.C.' followed by the number under which the Company is registered with the Luxembourg company register.

Art. 2. Term of Company - Dissolution.

The Company is incorporated for an unlimited period of time.

The Company shall not be dissolved in the event of a withdrawal of the General Partner (a 'Withdrawal'), i.e. in the case where the General Partner (i) is dissolved or commences its winding-up, (ii) makes an assignment for the benefit of creditors, (iii) files a voluntary petition in bankruptcy, (iv) is adjudged a bankrupt or insolvent, or has entered against it an order for relief in any bankruptcy or insolvency proceeding, (v) files a petition or answer seeking for itself any reorganization, arrangement, composition, readjustment, liquidation, dissolution, or similar relief under any statute, law, or regulation, (vi) files an answer or other pleading admitting or failing to contest the material allegations of a petition filed against it in any proceeding of this nature, or (vii) seeks, consents to, or acquiesces in the appointment of a trustee, receiver, or liquidator of the General Partner or of all or any substantial part of its properties. In the case of a withdrawal of the General Partner, as defined above, a new general partner shall be appointed in accordance with Article 13 of the present Articles of Association. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles of Association, as prescribed in Article 21 hereto as well as the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 3. Purposes.

The Company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may carry on directly any commercial, industrial and financial activity or maintain a commercial establishment open to the public. The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful for the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Registered office.

The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg partnership limited by shares.

Art. 5. Capital.

The issued share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into twenty (20) Class A management shares (the 'Class A Shares'), and three thousand and eighty (3,080) Class B ordinary shares (the 'Class B Shares'), each with a par value of ten Euros (EUR 10.-) per share, all of which are fully paid up.

The shares of the Company are and shall remain in registered form.

The Company shall keep a share register at its registered office.

Art. 6. Transfer of shares.

The Class A and B Shares of the Company may not be assigned, pledged, mortgaged, hypothecated, sold or otherwise disposed or encumbered, without the prior consent in writing of all the Shareholders.

Art. 7. Repurchasing of shares.

The Company is authorised to repurchase its own shares within the limits set by article 49-2 of the law of 10th August, 1915, as amended.

Art. 8. Liability of Shareholders.

The owners of Class B Shares (the 'Limited Partners') are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

The liability of the General Partner, who is the only one that can become owner of Class A Shares, shall be unlimited.

Art. 9. Meetings of Shareholders.

The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of May at 3.00 pm. If such day is a public holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. All general meetings shall be chaired by the General Partner.

Art. 10. Notice, proxies, majority.

The notice periods required by law shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Company, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. All Shares will vote as one class, except on any proposed amendments to the Articles of Association affecting the respective rights of the classes. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing whether in original or by telefax, cable, telegram or telex.

Resolutions at meetings of Shareholders will always require unanimity.

Art. 11. Convening notice.

Shareholders' meetings shall be convened by the General Partner or by the Supervisory Board, pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address on record in the register of Shareholders.

If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 12. Powers of the meeting of Shareholders.

Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company.

Art. 13. Management.

The Company shall be managed by the General Partner who shall be the liable partner (associé - gérant - commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

In the case of a Withdrawal of the General Partner of the Company, as defined above in Article 2 of the present Articles of Association, the General Partner shall be replaced by an unanimous vote of the general meeting of the Shareholders of the Company, the approval of the General Partner however not being required. Pending the designation of this new general partner the Company shall be managed on a temporary basis by a provisional manager appointed by the Supervisory Board in accordance with article 112 of the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended. The provisional manager shall, within a fortnight of his appointment, convene the general meeting of Shareholders referred to above. The General Partner may also be removed in case of proven gross and willful misconduct by an unanimous vote of the general meeting of the Shareholders of the Company, the approval of the General Partner however not being required.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the meeting of Shareholders or to the supervisory Board.

The General Partner shall namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

Art. 14. The General Partner's interest in transactions of the Company - Non exclusivity.

No contract or other transaction between the Company and any corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in or a director, associate, officer, employee or a shareholder of such other corporation or firm. Following disclosure to such effect, no contract or other transaction between the Company and any corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in or is a director, associate, officer, employee or a shareholder of such other corporation or firm. Following disclosure to the General Partner, any director or officer of the General Partner, who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

The functions and duties which the General Partner undertakes on behalf of the Company shall not be exclusive and the General Partner may perform similar functions and duties for others and may engage in any other activity including, without limitation, acting as a general partner, manager or engaging in any other activity provided, however, that the General Partner continues properly to manage the affairs of the Company.

Art. 15. Authorized signature.

The Company shall be bound by the signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in his discretion, except that such authority may not be conferred to a Class B Shareholder (a 'Limited Partner') of the Company.

Art. 16. Supervisory Board.

The affairs of the Company and its financial situation including particularly its books and accounts shall be supervised by a supervisory board of at least three members (herein referred to as the 'Supervisory Board').

The Supervisory Board shall be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine and it shall authorise any actions of the General Partner that may, pursuant to law or under the Articles of Association, exceed the powers of the General Partner.

The Supervisory Board shall be elected by the general meeting of Shareholders for a maximum term of six years, which shall be renewable.

The general meeting of Shareholders shall determine the remuneration of the Supervisory Board.

The Supervisory Board shall be convened by its chairman or by the General Partner.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members of the Supervisory Board with at least eight days prior notice, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing, whether in original or by cable, telegram, telefax or telex of each member. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board. If all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of Supervisory Board, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Any member may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing in writing, whether in original or by cable, telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member as his proxy.

The Supervisory Board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present or represented at such meeting. Resolutions may also be taken in one or several written instruments signed by all the members.

Art. 17. Minutes of the Supervisory Board.

The minutes of a meeting of the Supervisory Board shall be signed by its chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who chaired such meeting. Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or the chairman pro tempore or by two members of the Supervisory Board.

Art. 18. Accounting year - Accounts.

The accounting year of the Company shall begin on 1st January and it shall terminate on 31st December of each year. The accounts of the Company shall be expressed in Euros (EUR).

Art. 19. Allocation of profits.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company as stated in Article 5 hereof as increased or reduced from time to time.

In respect of the allocation and distribution of profits and liquidation payments, in any form whatsoever, the Class A Shares will have the same rights as the Class B Shares, unless otherwise provided in these Articles of Association.

The General Partner shall determine how the annual net profits shall be disposed of and it shall decide to pay dividends from time to time, as it, in its discretion, believes to suit best the corporate purpose and policy of the Company. The general meeting of Shareholders shall have to approve the General Partner's decision to pay dividends as well as the profit allocation proposed by the General Partner.

The dividends may be paid in Euro (EUR) or in any other currency determined by the General Partner and they may be paid at such places and times as may be determined by the General Partner.

The General Partner may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in Luxembourg law.

Art. 20. Dissolution and liquidation.

The Company may be voluntarily dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named, by the general meeting of Shareholders which shall also determine their powers and their remuneration.

Art. 21. Amendments.

These Articles of Association may be amended from time to time by a general meeting of Shareholders by unanimous decision of all shareholders.

Art. 22. Indemnity.

The Company agrees to indemnify, pay, protect and hold harmless the General Partner, its respective agents, affiliates, shareholders, officers, directors, advisors, consultants, employees and representatives (collectively, the 'Indemnified Parties') from and against any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defense, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Indemnified Parties or the Company) and all costs of investigation in connection therewith which may be imposed on, incurred by, or asserted against the Indemnified Parties or the Company in any way relating to or arising out of, or alleged to relate to or arise out of, any action or inaction on the part of the Company, on the part of the Indemnified Parties when acting on behalf of the Company or on the part of any agents when acting on behalf of the Company, provided, that the Company shall not be liable to the General Partner for any portion of such liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defense, appeal, and settlement of any and all suits, action or proceedings instituted or threatened against the Company) and all costs of investigation in connection therewith asserted against the Company which result from the Manager's or its Affiliate's fraud, gross negligence or willful misconduct.

In any action, suit or proceeding against the Company or any Indemnified Party relating to or arising, or alleged to relate or to arise, out of any such action or non-action, the Indemnified Parties shall have the right to employ, at the expense of the Company, counsel of the Indemnified Parties' choice, which counsel shall be reasonably satisfactory to the Company, in such action, suit or proceeding. If joint counsel is so retained, an Indemnified Party may nonetheless employ separate counsel, but at such Indemnified Party's own expense.

If an Indemnified Party is determined to have committed a fraud, gross negligence or willful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

Art. 23. Applicable law.

All matters not governed by these Articles of Association shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory provisions

- (1) The first financial year shall begin today and it shall end on 31st December, 2003.
- (2) The first annual general meeting of Shareholders shall be held in the year 2004.

Subscription and payment

The Articles of Association having thus been established, the above-named parties have subscribed the three thousand one hundred (3,100) shares as follows:

- The company STARING CAPITAL GP, S.à r.l., previously named, twenty Class A shares	20
- The company NATIONALE NEDERLANDEN INTEREST XII B.V., previously named, seven hundred and seventy Class B shares	770
- The company STARWOOD CAPITAL UK, S.à r.l., previously named, two thousand three hundred and ten Class B shares	2,310
Total (Class A and B Shares): three thousand one hundred shares	3,100

All Class A Shares and Class B Shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in article 26 of the law of 10th August, 1915 as amended, he confirms that these conditions have been fulfilled and he further confirms that these Articles of Association comply with the provisions of article 27 of the above law.

Estimation of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs, fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to EUR 2,500.-.

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

1. That the number of members of the Supervisory Board be set at four.

That there be appointed as members of the Supervisory Board for a period ending at the annual general meeting to be held in 2004:

- 1) Mr Nicholas Simon Barkley Gill, residing in 58 Park Avenue, Bush Hill Park, Enfield, Middlesex, EN1 2HW
- 2) Mr Stephen Colin Pyne, residing in 59 Woodlands Avenue, New Maldon, Surrey, KT3 3UH
- 3) Mr Jerome Silvey, STARWOOD CAPITAL GROUP L.L.C., 591 West, Putman Ave, Greenwich, CT 06830 USA
- 4) Mr Ellis F. Rinaldi, STARWOOD CAPITAL GROUP L.L.C., 591 West, Putman Ave, Greenwich, CT 06830 USA

2. That the address of the registered office of the Company be L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present Articles of Association are worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le trois décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. La société STARING CAPITAL GP, S.à r.l., ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date de ce jour, ici représentée par M. Marc Seimetz, avocat, établi à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 2 décembre 2002.

(ci-après l'Associé Commandité).

2. La société NATIONALE NEDERLANDEN INTERVEST XII B.V., ayant son siège social à Schenkade 65, P.O. Box 90463, 2509 LL The Hague, The Netherlands, ici représentée par Monsieur Marc Seimetz, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à La Haye, le 2 décembre 2002.

3. La société STARWOOD CAPITAL UK, S.à r.l., ayant son siège social 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, ici représentée par Monsieur Marc Seimetz, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Greenwich, Connecticut, le 27 novembre 2002.

Les parties sub 2 et 3 sont ci-après désignés par l'Associé Commanditaire' ou les 'Associés Commanditaires'.

Ci-après l'Associé Commandité et le ou les Associés Commanditaires sont désignés individuellement l'Actionnaire' et ensemble les 'Actionnaires'.

Lesquelles procurations, signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Les parties comparantes, ès qualités en vertu desquelles elles agissent, ont demandé au notaire d'arrêter les statuts constitutifs d'une société en commandite par actions qu'elles forment entre elles.

Art. 1^{er}. Dénomination et forme.

Il est établi entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en commandite par actions sous la dénomination de STARING CAPITAL GP PARTNERS SCA (ci-après désignée la 'Société'). Tous les documents rédigés par la Société et destinés à des tiers, tels que des lettres, factures ou publications, devront mentionner la raison sociale de la Société suivie de la mention 'société en commandite par actions', de l'adresse du siège social de la Société et des initiales 'R.C.' suivies du numéro sous lequel la Société est enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg.

Art. 2. Durée de la Société - Dissolution.

La Société est établie pour une durée illimitée.

La Société ne sera pas dissoute en cas de retrait de l'Associé Commandité (le 'Retrait'), c'est à dire dans le cas où l'Associé Commandité (i) est dissous ou entame sa liquidation, (ii) cède ses droits au bénéfice de créanciers, (iii) dépose une demande volontaire de mise en faillite, (iv) est jugé en faillite ou en cessation de paiements ou a introduit une requête en décharge dans une procédure de faillite ou d'insolvabilité, (v) introduit une requête ou des conclusions en défense demandant sa réorganisation, un arrangement, compromis, réajustement, une liquidation, dissolution, ou toute décharge par application d'une loi, d'un texte légal ou d'un règlement, (vi) dépose des conclusions ou un autre document reconnaissant ou ne contestant pas les allégations matérielles d'une requête introduite contre lui dans une procédure de cette nature, ou (vii) demande, consent à ou acquiesce à la désignation d'un administrateur, curateur, ou liquidateur de l'Associé Commandité ou de tout ou d'une partie substantielle de ses biens. En cas de retrait de l'Associé Commandité, tel que défini ci-dessus, un nouvel Associé Commandité doit être désigné, conformément à l'article 13 des présents statuts.

La Société peut être dissoute par résolution des Actionnaires prise de la manière requise pour une modification des présents statuts, telle que prescrite par l'article 21 de ces statuts et la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 3. Objet.

La SCA a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre façon, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre d'actions, de titres, d'obligations, de valeurs mobilières et d'autres titres de toute sorte et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La SCA peut exercer directement toute activité commerciale, industrielle et financière ou maintenir un établissement commercial ouvert au public. La SCA peut participer à l'établissement et au développement de toute entreprise financière, industrielle ou commerciale à Luxembourg et à l'étranger et peut leur apporter toute assistance par voie de prêt, garanties ou tout autre moyen. La SCA peut emprunter sous toute forme et émettre des titres.

En général, elle peut prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et mener toute opération qui lui semble utile pour l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 4. Siège social.

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé des succursales ou d'autres bureaux à Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'Associé Commandité. Au cas où l'Associé Commandité estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale du siège social de la Société, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société en commandite par actions luxembourgeoise.

Art. 5. Capital.

Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000) divisé en vingt (20) actions de commandité classe A ('Actions de Classe A'), et trois mille quatre-vingt (3.080) actions ordinaires de classe B ('Actions de Classe B'), d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10) par action, toutes entièrement libérées.

Les actions de la Société sont et resteront nominatives.

La Société tiendra un registre des actions à son siège social.

Art. 6. Transfert d'actions.

Les Actions de Classe A et de Classe B ne peuvent être cédées, mises en gage, vendues ou disposées ou grevées d'une quelconque manière, en tout ou partie, sans le consentement préalable par écrit de tous les Actionnaires.

Art. 7. Rachat d'actions.

La Société est autorisée à racheter ses propres actions dans les limites fixées par l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

Art. 8. Responsabilité des Actionnaires.

Les propriétaires d'Actions de Classe B (les 'Associés Commanditaires') ne sont responsables qu'à concurrence du montant de leur contribution au capital de la Société.

La responsabilité de l'Associé Commandité, qui est le seul à pouvoir être propriétaire d'Actions de Classe A, est illimitée.

Art. 9. Assemblées des Actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire des Actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de mai à quinze heures. Si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales des Actionnaires pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Toutes les assemblées générales seront présidées par l'Associé Commandité.

Art. 10. Convocation, procurations, majorité.

Les délais de convocation requis par la loi seront applicables aux assemblées des Actionnaires de la Société ainsi qu'à la conduite des assemblées, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents statuts. Chaque action donne droit à une voix. Toutes les Actions voteront comme une seule classe sauf pour les modifications proposées aux statuts affectant les droits respectifs des classes. Chaque Actionnaire pourra prendre part aux assemblées des Actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par télécopie, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Les décisions des assemblées des Actionnaires seront toujours prises à l'unanimité.

Art. 11. Avis de convocation.

Les assemblées des Actionnaires seront convoquées par l'Associé Commandité ou par le Conseil de Surveillance, par convocation indiquant l'ordre du jour et adressée par lettre recommandée au moins huit jours avant la date de l'assemblée à chaque Actionnaire à l'adresse indiquée sur le registre des actions.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires, et affirment avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 12. Pouvoirs de l'assemblée des Actionnaires.

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des Actionnaires de la Société.

Art. 13. Administration.

La SCA sera administrée par l'Associé Commandité qui sera l'associé responsable (associé - gérant - commandité) et qui sera personnellement, conjointement et solidairement responsable avec la SCA de toutes les dettes qui ne peuvent être acquittées grâce aux avoirs de la SCA.

En cas de retrait de l'Associé Commandité de la SCA, tel que défini à l'article 2 ci-dessus des présents statuts, l'Associé Commandité sera remplacé par un vote unanime de l'assemblée générale des Actionnaires, sans cependant que l'accord de l'Associé Commandité soit requis. Dans l'attente de la désignation de ce nouvel associé commandité, la SCA sera gérée de façon temporaire par un administrateur provisoire, désigné par le Conseil de Surveillance en conformité avec l'article 112 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; telle que modifiée. L'administrateur provisoire convoquera, dans la quinzaine de sa nomination, l'assemblée générale des Actionnaires à laquelle il est fait référence ci-dessus. L'Associé Commandité pourra également être remplacé en cas de faute grave et intentionnelle prouvée, par un vote unanime de l'assemblée générale des Actionnaires, sans cependant que l'accord de l'Associé Commandité soit requis.

L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la SCA qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée des Actionnaires ou au Conseil de Surveillance.

L'Associé Commandité aura entre autres le pouvoir de mener à bien tous actes ayant trait aux objets de la SCA au nom et pour le compte de la SCA et d'accomplir tous actes, de conclure et d'exécuter tout contrat et tout engagement qui lui semble nécessaire, conseillé ou accessoire à ces objets. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé, l'Associé Commandité aura et disposera, à sa discrétion, de la pleine autorité pour exercer, au nom et pour le compte de la SCA, tous les droits et pouvoirs nécessaires ou utiles afin de mener à bien les objets de la SCA.

Art. 14. L'intérêt de l'Associé Commandité dans les transactions de la Société - Non-exclusivité.

Aucun contrat ou autre transaction, entre la Société et toute société ou firme ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Associé Commandité ou un ou plusieurs de ses administrateurs ou directeurs a un intérêt dans ou est administrateur, associé, directeur, employé ou actionnaire de cette autre société ou firme. Après avoir été révélé à cet effet, aucun contrat ou autre transaction, entre la Société et toute société ou firme ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Associé Commandité ou un ou plusieurs de ses administrateurs ou directeurs a un intérêt dans ou est administrateur, associé, directeur, employé ou actionnaire de cette autre société ou firme. Après en avoir informé l'Associé Commandité, tout administrateur ou directeur de l'Associé Commandité, qui agirait comme administrateur, directeur ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société a conclu des contrats ou a d'autres relations d'affaires ne sera pas, en raison de cette affiliation avec cette société ou firme, empêché de considérer, voter ou agir dans des matières ayant trait à pareil contrat, ou autre relation d'affaires.

Les fonctions et missions que l'Associé Commandité entreprend pour le compte de la Société ne seront pas exclusives et l'Associé Commandité peut remplir des fonctions et missions similaires pour d'autres et peut s'engager dans toute autre activité incluant, sans limitation, le fait d'être associé, gérant ou de s'engager dans toute autre activité à condition cependant que l'Associé Commandité continue à gérer convenablement les affaires de la Société.

Art. 15. Signature.

La Société sera engagée par la signature de l'Associé Commandité ou par la signature individuelle ou conjointe de toute autre personne à laquelle des pouvoirs de signature auront été délégués par l'Associé Commandité à son entière

discrétion, sous la réserve qu'aucun pouvoir de signature ne pourra être confié à un Associé de Classe B (un 'Associé Commanditaire').

Art. 16. Conseil de surveillance.

Les affaires de la Société et sa situation financière y compris en particulier ses livres et comptes seront contrôlés par un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres (ci-après désigné par le 'Conseil de Surveillance').

Le Conseil de Surveillance sera consulté par l'Associé Commandité sur les questions déterminées par l'Associé Commandité et il autorisera toute action qui, par application de la loi ou des présents statuts, pourrait excéder les pouvoirs de l'Associé Commandité.

Le Conseil de Surveillance sera élu par l'assemblée générale des Actionnaires pour une durée maximum de 6 ans qui sera renouvelable.

L'assemblée générale des Actionnaires déterminera la rémunération du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance sera convoqué par son président ou par l'Associé Commandité.

Toute réunion du Conseil de Surveillance donnera lieu à convocation de tous les membres du Conseil de Surveillance par écrit au moins huit jours avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ce cas d'urgence sera exposée dans la convocation à la réunion. Il peut être renoncé à cette convocation avec le consentement écrit, soit par original, par câble, fax, télégramme ou télex de chaque membre. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier adopté précédemment par décision du Conseil de Surveillance. Si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Surveillance, et affirment avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout membre peut prendre part aux réunions du Conseil de Surveillance en désignant par écrit, soit par original, câble, télex, fax ou tout autre mode de transmission électronique un autre membre comme mandataire.

Le Conseil de Surveillance ne peut valablement délibérer ou agir que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés à la réunion. Les décisions seront approuvées si elles sont prises à la majorité des membres présents ou représentés à ces réunions. Les résolutions peuvent aussi être approuvées par la signature de tous les membres d'un ou plusieurs documents écrits.

Art. 17. Procès-verbal du Conseil de Surveillance.

Le procès-verbal de la réunion du Conseil de Surveillance sera signé par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé à la réunion. Les copies ou extraits du procès-verbal qui doivent être produits en justice ou ailleurs seront signés par le président ou le président pro tempore ou par deux membres du Conseil de Surveillance.

Art. 18. Exercice social - Comptes sociaux.

L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Les comptes sociaux de la Société seront exprimés en Euros (EUR).

Art. 19. Affectation des bénéfices.

Il sera prélevé sur le bénéfice annuel net de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société fixé à l'article 5 des présents statuts tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre.

Pour les attributions et distributions de bénéfices et paiements en cas de liquidation, sous quelque forme que ce soit, les Actions de Classe A auront les mêmes droits que les Actions de Classe B, sauf dispositions contraires dans les présents statuts.

L'Associé Commandité déterminera comment les bénéfices seront affectés et il décidera de payer des dividendes de temps à autre comme il estime, à sa discrétion, convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société. L'assemblée générale des Actionnaires devra approuver la décision de l'Associé Commandité de verser des dividendes ainsi que l'affectation des résultats qu'il propose.

Les dividendes peuvent être payés en Euros (EUR) ou en toute autre devise fixée par l'Associé Commandité. Ils peuvent être payés aux lieux et places déterminés par l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par le droit luxembourgeois.

Art. 20. Dissolution et liquidation.

La Société peut être volontairement dissoute par décision de l'assemblée des Actionnaires.

La liquidation devra être effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) désignées par l'assemblée générale des Actionnaires, qui fixera également leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 21. Modifications statutaires.

Les présents statuts peuvent être modifiés de temps à autre par l'assemblée générale des Actionnaires, par décision unanime de tous les actionnaires.

Art. 22. Indemnité

La Société s'engage à indemniser, payer, protéger et maintenir indemne l'Associé Commandité, ses agents, ses filiales respectives, actionnaires, fondés de pouvoir, directeurs, consultants, employés et représentants (ensemble les 'Parties dédommagées') de tout et contre toute responsabilité, obligation, perte, dommage, pénalité, action, jugement, procès, procédure, coût, dépense et déboursement de toute nature généralement quelconque (comprenant, mais ne se limitant pas à, tous coûts et dépenses raisonnables d'avocats, de défense, d'appel et de transaction de tous procès, actions, ou procédures institués ou menacés de l'être contre les parties dédommagées ou la société) et tous coûts d'investigation en relation avec ceux-ci qui pourront être imposés à, déboursés par, ou réclamés contre les parties dédommagées ou la société d'une quelconque manière en relation avec ou découlant de, ou supposé être en relation avec ou découlant

de, toute action ou omission de la part de la Société, de la part des parties dédommagées pour autant qu'elles agissent pour le compte de la Société ou de la part d'un agent quelconque agissant pour le compte de la Société; pourvu que la Société ne sera pas responsable envers l'Associé Commandité pour une partie quelconque, de telles responsabilités, obligations, pertes, dommages, pénalités, actions, jugements, procès, procédures, coûts, dépenses et déboursements de quelque nature que ce soit (comprenant mais ne se limitant pas à tous coûts et dépenses raisonnables d'avocats, de défense, d'appel et de transactions de tous procès, actions ou procédures institués ou menacés de l'être contre la société) et tous coûts d'investigation en relation avec celle-ci réclamé contre la société qui résulte de la fraude, de la négligence grave ou du dol de l'Associé Commandité ou de ses filiales.

Lors de toute action, procès ou procédure intenté contre la société ou une Partie dédommagée en relation avec ou découlant de ou supposé être en relation avec ou découler d'une action ou d'une omission, les Parties dédommagées auront le droit de recourir de manière conjointe, aux frais de la société, à un conseil de leur choix, lequel devra raisonnablement être approuvé par la société, pour cette action, procès ou procédure. Si un conseil commun est désigné, une Partie dédommagée peut néanmoins recourir aux services d'un conseil distinct, mais à ses frais.

Si une Partie dédommagée est convaincue d'avoir commis une fraude, négligence ou faute grave, elle devra alors rembourser toutes les dépenses payées par la société en son nom conformément à l'alinéa qui précède.

Art. 23. Droit applicable.

Toutes les questions qui ne sont pas régies par les présents statuts seront tranchées par référence au droit luxembourgeois et, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2003.

(2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et paiement

Les statuts ainsi établis, les parties susnommées ont souscrit les trois mille cent (3.100) actions comme suit:

- La société STARING CAPITAL GP, S.à r.l., prénommée, vingt actions de Classe A	20
- La société NATIONALE NEDERLANDEN INTEREST XII B.V., prénommée, sept cent soixante-dix actions de Classe B	770
- La société STARWOOD CAPITAL UK, S.à r.l., prénommée, deux mille trois cent dix actions de Classe B	2.310
Total (Classe A et B): trois mille cent actions	3.100

Toutes les Actions de Classe A et Actions de Classe B ont été entièrement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée et en confirme expressément l'accomplissement; il confirme en outre que ces statuts sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

Estimation des frais

Les comparants déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de EUR 2.500,-.

Assemblée générale des actionnaires

Les comparants, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, les Actionnaires ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes, avec le consentement de l'Associé Commandité:

1. Le nombre des membres du Conseil de Surveillance est fixé à quatre.

2. Sont désignés comme membres du Conseil de Surveillance pour une période d'un an prenant fin à l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2004:

1) Monsieur Nicholas Simon Barkley Gill, demeurant 58 Park Avenue, Bush Hill Park, Enfield Middlesex, EN1 2HW

2) Monsieur Stephen Colin Pyne, demeurant 59 Woodlands Avenue, New Maldon Surrey KT3 3UH

3) Monsieur Jerome Silvey, STARWOOD CAPITAL GROUP L.L.C., 591 West Putman Ave, Greenwich, CT 06830 USA

4) Monsieur Ellis F. Rinaldi, STARWOOD CAPITAL GROUP L.L.C., 591 West Putman Ave, Greenwich, CT 06830 USA.

3. Le siège social de la Société est fixé à L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Après lecture faite au mandataire des parties comparantes, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Seimetz, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 11, case 4. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2002.

F. Baden.

(91753/200/543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

RADE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 72, rue Emile Mark.

R. C. Luxembourg B 75.048.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Grevenmacher, le 3 décembre 2002, vol. 169, fol. 88, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

(91710/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

RADE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 72, rue Emile Mark.

R. C. Luxembourg B 75.048.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Grevenmacher, le 3 décembre 2002, vol. 169, fol. 88, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

(91711/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

J. VAN BRED A & CO., LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F. D. Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 34.547.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 2001 tenue au siège social à 10.30 heures

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Mark Leysen, qui désigne en fonction de secrétaire Monsieur Paul Van Antwerpen.

L'assemblée appelle en fonction de scrutateur Monsieur Francis Laporta.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

- que les actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau,

- qu'il résulte de ladite liste de présence que 2 actionnaires, détenant ensemble 1.250 actions, soit 100 % du capital social, sont représentés et les mandataires déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour soumis à leur délibération,

- dès lors la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice social 2000,

2. Lecture du rapport du commissaire pour l'exercice comptable se clôturant le 31 décembre 2000,

3. Approbation des comptes annuels pour l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2000,

4. Affectation du résultat,

5. Décharge aux administrateurs,

6. Décharge au commissaire,

7. Modification de la devise du capital social en euros.

L'assemblée reconnaît que les faits ci-dessus tels qu'exposés par le président sont exacts et que l'assemblée est dès lors valablement constituée et apte à délibérer.

Monsieur le président rappelle que chaque action donne droit à une voix et que les décisions peuvent être prises à la majorité simple des voix.

Ensuite, et après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'assemblée approuve le rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice social 2000.

2. L'assemblée approuve le rapport du commissaire, concernant l'exercice comptable se clôturant le 31 décembre 2000.

3. Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2000 sont approuvés tels que repris en annexe.

4. Le résultat de 474.104 LUF est affecté aux résultats reportés.

5. L'assemblée accorde pleine et entière décharge aux administrateurs pour l'exercice de leurs mandats durant l'exercice comptable se clôturant le 31 décembre 2000.

6. L'assemblée accorde pleine et entière décharge au commissaire, pour l'exercice de son mandat durant l'exercice comptable se clôturant le 31 décembre 2000.

7. L'assemblée décide à l'unanimité de modifier la devise du capital social en euros avec la suppression de la valeur nominale de l'action; la comptabilité de la société sera établie en euros avec effet au 1^{er} janvier 2002.

Le capital en euros s'élève à 30.987 EUR.

En conséquence le texte de l'article 5 de nos statuts sera dorénavant:

«Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-sept euros (30.987 EUR).

Il est représenté par mille deux cent cinquante actions (1.250) sans valeur nominale.

Toutes les actions sont entièrement libérées en espèces.»

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 11.30 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

M. Leysen / P. Van Antwerpen / F. Laporta

Président / Secrétaire / Scrutateur

Liste de présence de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 5 juin 2001 à 10.30 heures

N°	Désignation des actionnaires	Nombre d'actions	Droits	Représenté par	Signature
1	J. VAN BRED A & CO. INTERNATIONAL S.C.S.	1.249	1.249	Mark Leysen et Paul Van Antwerpen	Signatures
2	J. VAN BRED A & CO. REINSURANCE MANAGEMENT S.A.....	1	1	Mark Leysen et Paul Van Antwerpen	Signatures

Luxembourg, le 5 juin 2001.

M. Leysen / P. Van Antwerpen / F. Laporta

Président / Secrétaire / Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 80, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(91712/000/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

RALF SCHUH RAUMAUSSTATTUNG G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-6947 Niederanven, Z.I. Bombicht, n° 3.

Im Jahre zweitausendzwei, den vierten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, im Amtssitze in Niederanven.

Ist erschienen:

Herr Ralf Schuh, Raumaustattermeister, Am Gottbach 68, D-54296 Trier.

Welcher Komparsent den instrumentierenden Notar ersucht, die Satzungen einer von ihm zu gründenden unipersonalen Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Der vorgenannte Komparsent, errichtet hiermit eine unipersonale Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung RALF SCHUH RAUMAUSSTATTUNG G.m.b.H.

Der einzige Gesellschafter kann sich jederzeit mit einem oder mehreren Gesellschaftern zusammenschliessen und die zukünftigen Gesellschafter können ebenso die geeigneten Massnahmen treffen, um die unipersonale Eigentümlichkeit der Gesellschaft wieder herzustellen.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.

Art. 3. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Ausführung von Raumaustatterarbeiten jeder Art, sowie Handel und Vertrieb mit diesbezüglichen Materialien.

Die Gesellschaft ist berechtigt bewegliche und unbewegliche Güter zu erwerben, alle Geschäfte und Tätigkeiten vorzunehmen und alle Massnahmen zu treffen, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen, oder ihm zu dienen geeignet erscheinen; in diesem Sinne kann sie sich in anderen Gesellschaften, oder Firmen im In- und Ausland, beteiligen, mit besagten Rechtspersonen zusammenarbeiten, sowie selbst Zweigniederlassungen errichten, sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt, oder denselben fördern kann, ausüben.

Art. 4. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und ist eingeteilt in einhundert (100) Geschäftsanteile zu je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

Alle hundert (100) Anteile wurden von Herrn Ralf Schuh, vorgenannt, gezeichnet.

Der alleinige Gesellschafter erklärt, dass die Geschäftsanteile voll in barem Gelde eingezahlt wurden, sodass ab heute der Gesellschaft die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) zur Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva sowie an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Jedwede Anteilsübertragung unter Lebenden durch den einzigen Gesellschafter sowie die Übertragung von Anteilen durch Erbschaft oder durch Liquidation einer Gütergemeinschaft zwischen Eheleuten ist frei.

Im Todesfalle des einzigen Gesellschafters wird die Gesellschaft mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit der Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, verwaltet.

Sie werden vom einzigen Gesellschafter oder, je nachdem, von den Gesellschaftern, ernannt und abberufen.

Die Gesellschafter bestimmen die Befugnisse der Geschäftsführer.

Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Der Geschäftsführer kann Spezialvollmachten erteilen, auch an Nichtgesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die Satzung der Gesellschaft, an die von der Gesellschaft aufgestellten Werte und Bilanzen, sowie an die Entscheidungen halten, welche von den Gesellschafterversammlungen getroffen werden.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibung und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen,

- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Vorübergehende Bestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2003.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf eintausend Euro (EUR 1.000,-) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschliessend an die Gründung hat der einzige Gesellschafter, welcher das Gesamtkapital vertritt, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Zum alleinigen Geschäftsführer wird, für eine unbestimmte Dauer, Herr Ralf Schuh ernannt, welcher die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift rechtskräftig verpflichten kann.

Er kann ausserdem Vollmacht an Drittpersonen erteilen.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich auf folgender Adresse:

L-6947 Niederanven, Z.I. Bombicht, n° 3.

Der Notar hat den Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was der Komparent ausdrücklich anerkennt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Munsbach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der Erschienene gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Schuh, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 12, case 3. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningeberg, den 16. Dezember 2002.

P. Bettingen.

(91747/202/97) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

PFIZER WARNER LAMBERT LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 79.434.

In the year two thousand and two on the sixth of December.
Before Us, M^e Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

There appeared:

PFIZER INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., having its registered office in L- 1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich, here represented by M^e Alain Steichen, attorney-at-law, residing professionally in 44 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg by virtue of a proxy given on December 5, 2002 which shall be annexed hereto.

The prenamed company, PFIZER INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., is the sole partner of PFIZER WARNER LAMBERT LUXEMBOURG, S.à.r.l., having its registered office in 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, registered at the register of commerce of Luxembourg section B number 79.434, incorporated on the 22nd of December 2000, published in the Mémorial C number 515 from July 9, 2001.

Which appearing person, acting in its above-mentioned capacities, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of paragraph 1 of Article 3 of the Company's by-laws to read;
«The registered office of the company is established in Strassen.»
2. Establishment of the registered office of the Company at 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

Then, the sole partner takes the following resolutions:

First resolution

The partner decides to amend paragraph 1 of Article 3 of the Company's by-laws to read;
«The registered office of the company is established in Strassen.»

Second resolution

The partner decides to establish the registered office of the company at 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at five hundred Euros (EUR 500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, all of whom are known to the notary by their first and surnames, civil status and residences, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille deux, le six décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

PFIZER INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., avec siège social à L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich, ici représentée par M^e Alain Steichen, avocat à la Cour, domicilié professionnellement à 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 5 décembre 2002 laquelle restera annexée au présent acte.

La prédite société, PFIZER INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., est l'associé unique de la société, PFIZER WARNER LAMBERT LUXEMBOURG, S.à.r.l., avec siège social au 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 79.434,

constituée suivant acte du notaire instrumentaire en date du 22 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 515 du 9 juillet 2001.

Lequel comparant, ès qualits qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

Que l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de l'article 3 alinéa 1^{er} des statuts dont la teneur sera la suivante:
Le siège de la société est établi à Strassen.

2. Fixation du siège social de la Société à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

Ensuite l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 3 alinéa 1^{er} des statuts dont la teneur sera la suivante:
«Le siège de la société est établi à Strassen».

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer le siège social à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

Coût

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte, sont évalués à cinq cents euros (EUR 500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête dudit comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Steichen, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2002, vol. 137S, fol. 34, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 décembre 2002.

P. Bettingen.

(91652/202/76) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CHEMOLUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz/Mondercange, rue de l'Industrie.

R. C. Luxembourg B 19.423.

Constituée le 19 mai 1982 par-devant Maître Reginald Neumann, notaire de résidence à Niederkerschen (Luxembourg), acte publié au Mémorial C numéro 196 du 17 août 1982, modifié par-devant Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 juin 1999, acte publié au Mémorial C numéro 327 du 15 juin 1999.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 décembre 2002, vol. 326, fol. 15, case 7/5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(91713/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

HAPPY GREENS S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6162 Bourglinster, 36, rue de l'Ecole.

H. R. Luxembourg B 36.615.

AUSZUG

Aus dem Sitzungsprotokoll vom 13. Dezember 2002 des Verwaltungsrates der Gesellschaft wurde beschlossen Herrn Dieter Kolb für die Dauer von vier Jahre zum Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen.

Für gleichlautenden Auszug zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, den 13. Dezember 2002.

D. Kolb / M. Treichel / J. Goebel.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 97, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91714/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

SUPERMARCHE BELLE ETOILE TOSSENBERG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.

R. C. Luxembourg B 12.087.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 23 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Président
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice
- Monsieur Eloi Krier	Employé privé	Bertrange	Administrateur

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91732/539/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

FondsSelector SMR SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxemburg B 76.964.

Herr Hans-Werner Rach erklärt sein Ausscheiden aus dem Verwaltungsrat der FondsSelector SMR SICAV mit sofortiger Wirkung.

Frankfurt, 19. November 2002.

H.-W. Rach.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 99, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91715/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

FondsSelector SMR SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxemburg B 76.964.

Die Bilanz zum 30. Juni 2002 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2001/2002 wurden eingetragen in Luxemburg, am 10. Dezember 2002 und wurden beim Handelsregister in und von Luxemburg hinterlegt.

Auszug aus der ordentlichen Generalversammlung, die am 21. November 2002 in Luxemburg stattfand

Den während des Geschäftsjahres amtierenden Verwaltungsratsmitgliedern wird für die ordnungsgemäße Ausführung ihrer Aufgaben für das am 30. Juni 2002 abgelaufene Geschäftsjahr Entlastung erteilt.

Es wird beschlossen:

- Herr Eckhard Sauren, SAUREN FINANZDIENSTLEISTUNGEN, Köln (Vorsitz)

- Victor Elvinger, Luxemburg (Mitglied)

als Verwaltungsratsmitglieder zu wählen bzw. wiederzuwählen.

Aufgrund des Rücktrittes von Herrn Hans-Werner Rach am 19. November 2002 wählen die Aktionäre Herrn Claude Kremer einstimmig in den Verwaltungsrat.

Die Verwaltungsratsmitglieder bleiben im Amt bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die über den Jahresabschluss des Geschäftsjahres bis zum 30. Juni 2003 abstimmen wird.

Zum Wirtschaftsprüfer wird PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung gewählt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. Dezember 2002.

Für die FondsSelector SMR Sicav

DZ BANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 99, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91716/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

TECH-IMMO S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 36.674.

Il résulte d'une lettre recommandée en date du 18 septembre 2002, que le siège social 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg de la société TECH-IMMO S.A., R. C. B 36.674, a été dénoncé avec effet immédiat.

Pour réquisition

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2002, vol. 576, fol. 25, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91719/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

TECH-IMMO S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 36.674.

Il résulte des lettres recommandées en date du 17 septembre 2002, que les membres du Conseil d'Administration de la société TECH-IMMO S.A., R.C. B 36.674, notamment Messieurs Alexander Burghof, Fabrice Butez et Friedrich-Jürgen Krause, ont renoncé aux mandats d'administrateur avec effet immédiat.

Pour réquisition

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 2002, vol. 577, fol. 5, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91720/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

FINPA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 79.574.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 89, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2002.

Signature.

(91669/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

FINPA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 79.574.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 89, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2002.

Signature.

(91670/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

BAMALITE S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
H. R. Luxemburg B 44.356.

Auszug des Protokolls der Verwaltungsratssitzung vom 27. November 2002

1.1 Die Generalversammlung vom 27. November 2002 hat Frau Nicoline Clabbers de Deken, vorbenannt, mit sofortiger Wirkung als Mitglied des Verwaltungsrates und als tägliche Geschäftsführerin der Gesellschaft abberufen und hat die Genehmigung der Übertragung der laufenden Geschäftsführung an Frau Nicoline Clabbers de Deken, vorbenannt, mit sofortiger Wirkung ausdrücklich widerrufen.

Angesichts dieser Beschlüsse der Generalversammlung, beschliesst der Verwaltungsrat hiermit die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an Frau Nicoline Clabbers de Deken mit sofortiger Wirkung ausdrücklich zu widerrufen.

1.2 Die Generalversammlung vom 27. November 2002 hat dem Verwaltungsrat die Genehmigung erteilt, die laufende Geschäftsführung an Verwaltungsratsmitglied Herrn Albertus Marinus Bruinsma, Gesellschaftsverwalter, vorgeannt, zu übertragen.

Angesichts dieses Beschlusses der Generalversammlung, beschliesst der Verwaltungsrat hiermit die laufenden Geschäftsführung mit sofortiger Wirkung an Verwaltungsratsmitglied Herrn Albertus Marinus Bruinsma vorbenannt, zu übertragen.

Herr Albertus Marinus Bruinsma, vorbenannt, kann alle Handlungen tätigen, welche im Rahmen dieser Geschäftsführung fallen und kann insofern die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift gültig verpflichten.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Richtigkeit des Auszuges

Für BAMALITE S.A.

Ein Bevollmächtigter

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 577, fol. 76, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91722/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

PALAZZO S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 39.079.

Il résulte des lettres recommandées en date du 30 septembre 2002, que les membres du Conseil d'Administration de la société PALAZZO S.A., R.C. B 39.079, notamment Messieurs Carl Esser et Christian Hulsebusch, ont renoncé aux mandats d'administrateur avec effet immédiat.

Pour réquisition

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 2002, vol. 577, fol. 5, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91721/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE LES REMPARTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 54.865.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91733/539/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE BIERELDENG II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 80.551.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91734/539/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CETUS INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

STATUTES

In the year two thousand two, on the fourth of December.

Before the undersigned Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

There appeared:

QUEBEC NOMINEES LIMITED, having its registered office in British Virgin Islands, Tortola, P.O. Box 3483, here represented by Mr Patrice Gallasin, lawyer, residing in F-57330 Hettange-Grande, 1, rue de la République, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in their hereabove stated capacities, has drawn up the following Articles of Incorporation of a limited liability company:

Title I.- Object, Duration, Name, Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares and all those who may become partners in future, a Company with limited liability which shall be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

Art. 2. The purposes of the company are the acquisition of interests in any form whatsoever in other Luxembourg or foreign companies and any other investment form, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of securities of any kinds, the management, supervision and development of these interests.

The company may participate in the organization and development of any industrial or trading company and may grant its assistance to such company in the form of loans, guarantees or in any other way. It may borrow and lend monies with or without providing for interest payments, issue bonds and any other kind of debentures.

The company may carry out all transactions relating to movable assets or real estate or those being of a financial, industrial, commercial or civil nature, which are directly or indirectly linked to its corporate purpose.

It may achieve its purpose either directly or indirectly, by acting in its own name or for account of a third party, alone or in co-operation with others and carry out any operation which promotes its corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

Generally the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

Art. 3. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. The company is incorporated under the name of CETUS INVESTMENTS, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

Title II.- Share Capital, Shares

Art. 6. The Company's capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12.500,-) represented by one hundred (100) shares with a par value of one hundred twenty-five Euros (EUR 125,-) each. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The capital may be changed at any time by agreement of a majority of partners representing three quarter of the capital at least.

The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing partner, in proportion to their part in the capital represented by their shares.

Art. 8. Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The Company will recognise only one holder per share. The joint holders have to appoint a sole representative towards the Company.

Art. 10. Shares can be freely transferred by the sole participant, as long as there is only one participant.

In case there is more than one participant, the Company's shares are freely transferable between partners. Inter vivos, they may only be disposed of the new partners following the passing of a resolution of the partners in general meeting, with a majority amounting to three quarters of the share capital according to the conditions foreseen in article 11. Mortis causa the same approval is required to transfer shares to new partners. This approval however is not required in case the parts are transferred either to ascendants, descendants or the surviving spouse.

Art. 11. The partner who wants to cede all or part of his shares must inform the other partners by registered mail and indicate the number of parts which transfer is demanded, the names, first names, professions and residences of the proposed transferees.

Thereupon the other partners have a right of pre-emption for the redemption of the Shares which transfer was proposed. This right is exercised in proportion to the number of shares in possession of each partner. By not exercising, totally or partly, his right of pre-emption, a partner increases the other partner's rights.

Shares may never be divided: if the number of shares to transfer is not exactly proportional to the number of shares for which the right of pre-emption is exercised, the surplus is, in the absence of agreements, allocated by drawings. The partner who plans on exercising his right of pre-emption, must inform the other partners by registered mail in the two months following the letter informing him of the request for transfer, failing which he shall lose his right of pre-emption.

For the exercise of the right originating from the increase, partners will be entitled to an additional month starting at the expire of the two-months term granted to the partners for making public their intention about the exercise of their right of pre-emption.

The price payable for acquiring these shares shall be determined by mutual consent between assignor and assignee(s), failing agreement by a qualified accountant designated by mutual consent between assignor and assignee(s), in case of disagreement by an independent expert named at the request of the prosecuting part by the tribunal of commerce which has jurisdiction over the registered office of the Company.

The expert will report about the determination of the price during the month following his nomination. He will have access to all books and other documents of the Company which he shall deem essential to the execution of his mission.

Art. 12. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 13. Neither creditors nor heirs may for any reason seal assets or documents of the Company.

Title III.- Management

Art. 14. The Company is managed by one or several managers, not necessarily partners. In dealing with third parties, the manager(s) has (have) extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's object. The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of partners which fixes the term of their office. He (they) may be dismissed freely at any time.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the individual signature of any manager.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason, does not bring the winding-up of the Company.

Art. 16. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 17. Each partner may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner has as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

Art. 19. The Company's year begins on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 20. Each year on the thirty-first of December the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used free by the partners.

Title IV.- Dissolution, liquidation

Art. 22. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the general meeting of partners which shall determine their powers and their compensation.

Art. 23. For all matters not provided for in the present Articles of Incorporation, the partners refer to the existing laws.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed as follows by:

1. QUEBEC NOMINEES LIMITED, prenamed	100
Total Shares	100

All the shares have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on 31 December 2003.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euro (1.500,- EUR).

General meeting of partners

Immediately after the incorporation of the Company, the partner, representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

- 1) Are appointed managers of the Company for an indefinite period:
 - Mr Dirk C. Oppelaar, lawyer, residing in L-2410 Luxembourg, 62, rue Reckenthal.
 - Mr Bart Zech, lawyer, residing in F-57570 Rodemack, 3, chemin de la Glèbe.
- 2) The Company is validly bound by the individual signature of the managers.
- 3) The Company shall have its registered office in L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le quatre décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, soussigné.

A comparu:

QUEBEC NOMINEES LIMITED, ayant son siège social à British Virgin Islands, Tortola, P.O. Box 3483, ici représentée par M. Patrice Gallasin, juriste, demeurant à F-57330 Hettange-Grande, 1, rue de la République.

La procuration signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Objet, Durée, Dénomination, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le comparant et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute

autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de CETUS INVESTMENTS, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou en tout autre pays.

Titre II.- Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représentée par cent (100) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représentent leurs parts sociales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles par l'unique associé, aussi longtemps qu'il y a uniquement un seul associé.

S'il y a plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues à l'article 11. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partie, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne pourront être fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédant sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort. L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice de droits procédant de l'accroissement, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé de commun accord entre l'associé cédant et le ou les associé(s) acquéreur(s), et à défaut par un expert comptable et fiscal désigné de commun accord par l'associé cédant et le ou les associé(s) acquéreur(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 13. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre III.- Administration

Art. 14. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables.

La société n'est engagée en toutes circonstances, que par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Art. 19. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Titre IV.- Dissolution, Liquidation

Art. 22. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. QUEBEC NOMINEES LIMITED, prénommée.	100
Total parts sociales:	100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces à un compte bancaire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2003.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à mille cinq cents Euro (1.500,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Dirk C. Oppelaar, juriste, demeurant à L-2410 Luxembourg, 62, rue Reckenthal.
- Monsieur Bart Zech, juriste, demeurant à F-57570 Rodemack, 3, chemin de la Glèbe.

2) La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

3) La société aura son siège social L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

Dont acte, passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Gallasin, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 11, case 11. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 décembre 2002.

P. Bettingen.

(91749/202/265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE OP DER HART II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 80.556.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91735/539/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE MERSCH II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 80.554.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91736/539/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE WALEBROCH II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 80.558.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91737/539/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

LUXPAR-RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.
R. C. Luxembourg B 33.295.

L'an deux mille deux, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LUXPAR-RE S.A., avec siège social à L-1616 Luxembourg, 5 place de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire Frank Baden de résidence à Luxembourg en date du 18 décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 223 du 5 juillet 1990,

modifiée suivant acte reçu par le notaire Paul Decker, de résidence à Luxembourg-Eich en date du 24 mars 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 459 du 17 juin 1999,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, section B sous le numéro 33.295.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Claude Dierkens, Président du Comité exécutif, demeurant à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Nathalie Krachmanian, Assistant Vice-President Legal Department, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Valérie Coquille, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Transfert du siège social de la société au 6, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Münsbach, commune de Schuttrange avec effet au 25 novembre 2002.

2.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

3.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société vers L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, avec effet au 25 novembre 2002.

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 11.05 heures.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à 750,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Dierkens, N. Krachmanian, V. Coquille, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2002, vol. 137S, fol. 18, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 12 décembre 2002.

P. Decker.

(91639/206/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

LUXPAR-RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 33.295.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 12 décembre 2002.

Pour la société

P. Decker

Le notaire

(91640/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CMT- ASSOCIATED HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 67.728.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 89, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2002.

Signature.

(91668/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

ATON INVEST INTERNATIONAL HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
H. R. Luxembourg B 85.801.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 6. Dezember 2002

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Herr Wolfram Otto Voegelé, geboren 21. Juli 1946, Reisepass Nr. 3527140727D 4607212M1102277, wird von der Gesellschaft beauftragt, Konten bei jeder beliebigen Bank zu eröffnen, zu schliessen und darüber zu verfügen.

Luxembourg, 6. Dezember 2002.

Unterschrift

Die Versammlung

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 98, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91718/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CHEADLEWOOD HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 90.104.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société qui s'est tenue en date du 2 décembre 2002 au siège social que:

Une convention de domiciliation a été conclue entre la société CHEADLEWOOD HOLDING S.A. et WILSON ASSOCIATES établie à L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal en date du 2 décembre 2002.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2002, vol. 577, fol. 71, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91723/309/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE WINDHOF II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 71.377.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91739/539/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

IMMOBILIERE FRAENZEBACH II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 80.552.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 14 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Administrateur-Délégué
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91738/539/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

BOUCHERIE BELLE ETOILE TOSSENBERG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 12.123.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 23 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Président
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice
- Monsieur Eloi Krier	Employé privé	Bertrange	Administrateur

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91740/539/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CENTRE CULTUREL LUSITANIA, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: Esch-sur-Alzette, 24, rue de Luxembourg.

STATUTS**Art. 1^{er}. I. Dénomination, Siège, Durée**

Aux termes des présents statuts, il est constitué une association groupant les immigrés portugais ainsi que des sympathisants luxembourgeois.

L'association est dénommée CENTRE CULTUREL LUSITANIA, A.s.b.l., qui a son siège à Esch-sur-Alzette, 24, rue de Luxembourg.

Sa durée est illimitée.

Art. 2. II. Objet

L'association a pour objet:

- a) de promouvoir sur la base des principes démocratiques des activités culturelles et récréatives.
- b) de développer la solidarité parmi les associations portugaises existantes.
- c) assurer aux fils d'immigrés portugais une meilleure connaissance de leur pays d'origine.

Art. 3. III. Moyens

Pour atteindre ses objectifs, l'association se propose d'organiser et de participer à des réunions d'information et de formation, manifestations récréatives, culturelles, représentation de vidéo films, spectacles musicaux et théâtrales, ainsi que collaborer avec d'autres organisations, institutions et services poursuivant des buts analogues.

Art. 4. IV. Membres

L'association se compose de membres associés, comprenant les membres fondateurs et ceux qui, par la suite, acceptent les présents statuts et sont agréés en qualité de membres associés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut admettre, aux conditions qu'il fixera, d'autres catégories de membres.

Le nombre de membres est illimité. Il ne peut être inférieur à six. Les membres associés jouissent seuls des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928 et les présents statuts.

Ils ont accès aux manifestations, activités et réunions de l'association et bénéficient de ses installations et services.

La cotisation des membres associés est fixée chaque année par l'assemblée générale.

La qualité de membre associé se perd par:

- a) démission adressée au conseil d'administration.
- b) exclusion, prononcée par l'assemblée générale, pour des actes portant préjudice grave à l'association.
- c) non paiement de la cotisation.

Art. 5. V. Organes de l'association

Les organes d'administration sont: l'Assemblée générale, le conseil d'administration et les réviseurs de caisse.

a) L'assemblée générale est l'organe suprême de l'association. Elle est composée de tous les membres, se réunit sur convocation du conseil d'administration ou à la demande d'au moins un tiers des membres.

b) Le conseil d'administration est composé de six membres élus par et parmi les membres associés pour deux ans. Les membres sortants sont rééligibles.

c) Les réviseurs de caisse, au nombre de deux, sont désignés par l'assemblée générale pour un terme de deux ans.

Art. 6. VI. Année sociale, Règlement de comptes

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Chaque année le conseil d'administration soumettra à l'assemblée générale pour approbation le compte des recettes et dépenses de l'année écoulée.

Fait à Esch-sur-Alzette, le 10 juillet 1986.

Actualisation à Esch-sur-Alzette, le 9 novembre 2002.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 décembre 2002, vol. 326, fol. 17, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(91744/000/47) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

F.G. PAPER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 35, rue du Saint-Esprit.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour l'association

P. Decker

Notaire

(91766/206/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

BELAIR INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 58.326.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2002, vol. 577, fol. 88, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Signature.

(91856/677/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

CACTUS BAZAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.

R. C. Luxembourg B 12.125.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 23 mai 2002

Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Max Leesch	Employé privé	Koerich	Président
- Monsieur Jeff Leesch	Employé privé	Blaschette	Administrateur
- Madame Doris Leesch	Employée privée	Luxembourg	Administratrice
- Monsieur Eloi Krier	Employé privé	Bertrange	Administrateur

Leurs mandats viennent à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2002.

Pour le président

E. Krier

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2002, vol. 577, fol. 78, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91741/539/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

COMITE DES PREMIERES DU LYCEE MICHEL RODANGE, Association sans but lucratif

STATUTS

Les membres fondateurs,
Raison David
élève au Lycée Michel Rodange
5, rue Tony et Charles Hansen
Schoenfels
de nationalité luxembourgeoise;

Hamen Laure
élève au Lycée Michel Rodange
61, rue de la Pétrusse
L-8084 Bertrange
de nationalité luxembourgeoise;

Michaux Bernard
élève au Lycée Michel Rodange
220, rue de Luxembourg
L-8077 Bertrange
de nationalité luxembourgeoise

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 et régie par les présents statuts.

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination COMITE DES PREMIERES DU LYCEE MICHEL RODANGE, Association sans but lucratif. Elle a son siège au Lycée Michel Rodange.

Art. 2. L'association a pour objet de promouvoir les activités des élèves des Premières du Lycée Michel Rodange, récréatives et culturelles pour les adultes et les enfants; de lutter contre toute forme de racisme et xénophobie; de promouvoir des activités favorisant la connaissance du Renert de Michel Rodange; de créer ou d'élargir des structures d'accueil, d'appui, d'expression culturelle pour ses membres, de promouvoir leur formation sociale et civique pour rendre possible une dernière année au Lycée Michel Rodange agréable de façon à contribuer à la participation de ses membres à la vie publique.

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Les membres sont admis à la suite d'une demande écrite ou d'une demande verbale.

Art. 5. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 1 mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 6. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions.

Art. 7. Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 20 euros.

Art. 9. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

Art. 10. La convocation se fait au moins 8 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 11. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts et règlement interne;
- nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

Art. 13. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres est présente,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 14. Les délibérations de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre confiée à la poste ou par affichage.

Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de maximum 10 mois par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi que de 10 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale. Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants: le président est le représentant officiel de l'A.s.b.l. Il contrôle l'A.s.b.l. dans son ensemble, les vice-présidents représentant l'A.s.b.l. en cas d'absence du président, le secrétaire envoie les invitations et écrit les comptes-rendus des réunions, le trésorier gère les comptes, d'autres membres se chargent de l'un ou l'autre dossier en particulier. Le conseil d'administration se dissout automatiquement au premier août et un nouveau conseil d'administration se compose en septembre ou octobre. Pendant le mois d'août il n'y a pas de manifestations de l'association.

Art. 16. Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 des membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des voix des membres.

Art. 17. Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

Art. 18. Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres du conseil d'administration en fonction sont nécessaires.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice. Les comptes sont soumis à l'assemblée générale avec le rapport du/des réviseur(s) de caisse. A fin d'examen, l'assemblée désigne un/deux réviseur(s) de caisse. Le mandat de celui-ci/ceux-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

Art. 20. En cas de liquidation de l'association, les biens sont affectés à une organisation ayant des buts similaires.

Art. 21. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

Art. 22. Les ressources de l'association comprennent notamment: les cotisations des membres, les subsides et subventions, les dons ou legs en sa faveur, la vente de produits créés par l'A.s.b.l., ressources provenant de manifestations organisées par l'A.s.b.l.

Art. 23. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé par l'assemblée générale.

Fait à Luxembourg, le 15 octobre 2002 par les membres fondateurs.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 2002, vol. 575, fol. 94, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(91745/999/104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

REACHIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.
R. C. Luxembourg B 27.154.

L'an deux mille deux, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme REACHIM S.A. établie et ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit de résidence à Mersch en date du 15 décembre 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 78 du 24 mars 1988,

modifiée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich en date du 7 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 479 du 24 juin 1999,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, section B sous le numéro 27.154.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Claude Stiennon, directeur général, demeurant à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Valérie Coquille, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Nathalie Krachmanian, Assistant Vice-President Legal Department, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Transfert du siège social de la société au 6, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Münsbach, commune de Schuttrange avec effet au 25 novembre 2002.

2.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

3.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société vers L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, avec effet au 25 novembre 2002.

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 11.35 heures.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à 750,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Stiennon, V. Coquille, N. Krachmanian, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2002, vol. 137S, fol. 12, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2002.

P. Decker.

(91641/206/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

REACHIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 27.154.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 16 décembre 2002.

Pour la société

P. Decker

Le notaire

(91642/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2002.